

Cote du document: EB 2019/128/R.33
Point de l'ordre du jour: 7 d) iv) c)
Date: 6 novembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette et de prêt

République de Gambie

Projet "Des organisations résilientes en faveur d'une agriculture paysanne porteuse de transformation"

Numéro du projet: 2000001065

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Lisandro Martin
Directeur de la Division Afrique
de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2388
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Haoua Sienta
Chargée de programme de pays
téléphone: +22177639 5399
courriel: h.sienta@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-huitième session
Rome, 10-12 décembre 2019

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	5
III. Risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

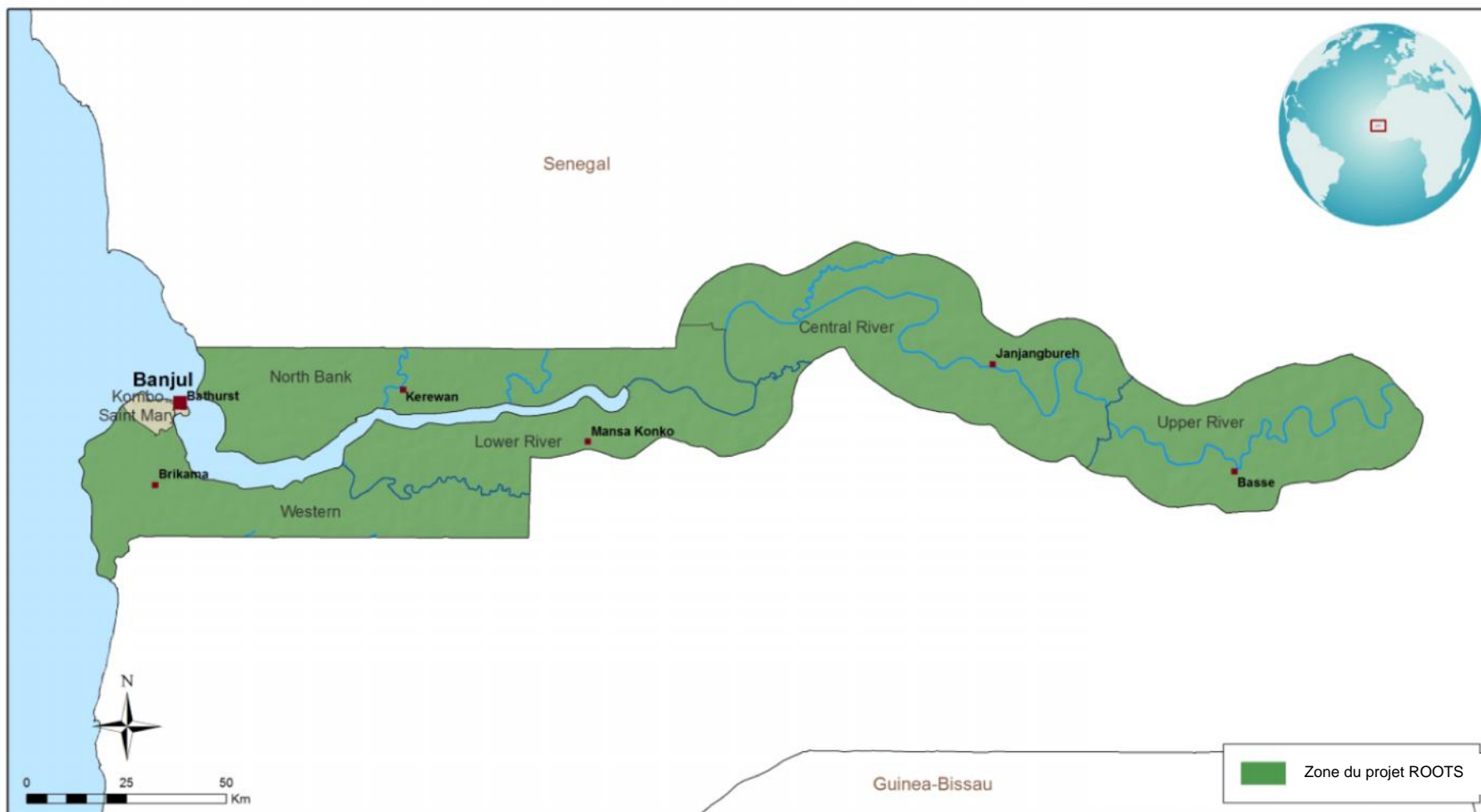
Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Lisandro Martin
Chargée de programme de pays:	Haoua Sienta
Responsable technique du projet:	Amath Pathe Sene
Responsable des finances:	Mame Awa Mbaye
Spécialiste – production durable, marchés et institutions:	Jonathan Agwe
Juriste:	Itziar Garcia Villanueva

Sigles et acronymes

4P	Partenariat public-privé-producteurs
AfD	Agence française de développement
CSD	Cadre pour la soutenabilité de la dette
EPP	Évaluation du programme de pays
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA11	Onzième reconstitution des ressources du FIDA
FMI	Fonds monétaire international
ODD	Objectif de développement durable
PIFA	Plateforme d'interaction entre les filières agricoles
ROOTS	Projet "Des organisations résilientes en faveur d'une agriculture paysanne porteuse de transformation"
S&E	Suivi-évaluation
UAP	Unité d'appui au projet
UCCP	Unité centrale de coordination du projet

Carte de la zone du projet



Source: FIDA; 30/04/2019

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Ministre des finances de la République de Gambie
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	80 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	4,25 millions d'USD
Montant du don du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD):	17,02 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	<p>Il s'agit d'un prêt consenti à des conditions particulièrement favorables (aussi appelé prêt particulièrement concessionnel) et exempt d'intérêts. Il supporte néanmoins une commission de service fixe déterminée par le Fonds à la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration du Fonds, exigible chaque semestre dans la monnaie de paiement des frais de service du prêt. Le prêt est assorti d'un délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration du Fonds.</p> <p>Le principal du prêt sera remboursé à raison de 2% du montant total du principal par an pour les années 11 à 20, puis de 4% du montant total du principal par an pour les années 21 à 40.</p>
Cofinanceurs:	Fonds pour l'environnement mondial (FEM), Agence française de développement (Afd) et Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP)
Montant du cofinancement:	<p>FEM: 5,30 millions d'USD</p> <p>Afd: 11,17 millions d'USD</p> <p>Fonds de l'OPEP: 10,00 millions d'USD</p>
Conditions du cofinancement:	Don du FEM, don de l'Afd et prêt du Fonds de l'OPEP
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	5,41 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,25 millions d'USD
Déficit de financement:	20,60 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Montant du financement du FIDA (action climatique):	8,61 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 48.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République de Gambie est le plus petit pays d'Afrique continentale (10 689 kilomètres carrés). Le pays a une population de 2,1 millions d'habitants, qui devrait doubler en 20 ans compte tenu du taux de croissance démographique annuel de 3% (Banque mondiale, 2017). Environ 62% de la population est pauvre et 48% vit en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 USD par jour. L'agriculture est la principale source de subsistance de la population rurale, contribue pour 24% au PIB et fournit des emplois à environ 70% de la population, en particulier les jeunes et les femmes.
2. Après une période d'autoritarisme de 22 ans, la Gambie est entrée dans une phase de transition en 2016. Elle figure sur la liste harmonisée des situations de fragilité du Groupe de la Banque mondiale. Les principaux facteurs de fragilité sont les déficits budgétaires et courants structurels, la faiblesse des services publics, les taux élevés de croissance démographique et d'exode des jeunes, ainsi que la faible productivité agricole et les effets négatifs des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement.
3. En Gambie, la pauvreté rurale, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont étroitement liées à la faible productivité agricole, en particulier dans les systèmes pluviaux. Le taux de croissance annuel du PIB (3,5%) ne suffit pas à réduire sensiblement la pauvreté. Le Gouvernement a fait de la sécurité alimentaire et nutritionnelle une priorité nationale, en plus de la résilience face aux changements climatiques.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le Projet "Des organisations résilientes en faveur d'une agriculture paysanne porteuse de transformation" (ROOTS) a été classé comme tenant compte des questions de nutrition et des besoins des jeunes.
5. Le projet traite de manière proactive les questions liées au genre, aux jeunes, à la nutrition et à l'environnement/aux changements climatiques. Il est donc aligné sur le programme d'intégration et le cadre de transformation de FIDA11. Les principales activités du projet dans chaque domaine sont les suivantes:
 - i) Nutrition. Le pays est au bord de l'urgence nutritionnelle. Le projet servira à: i) renforcer les capacités des bénéficiaires/ministères en matière d'actions essentielles de nutrition et d'actions essentielles d'hygiène; ii) former des mères/pères choisis aux actions essentielles de nutrition, aux actions essentielles d'hygiène, à la diversification des régimes alimentaires, à la planification et à la budgétisation alimentaires et au partage progressif des savoirs. Il promouvra des variétés nutritives et établira des filières horticoles afin de réduire la prévalence de la malnutrition infantile (retard de croissance, émaciation et insuffisance pondérale) dans le pays.
 - ii) Genre. Le projet traitera de questions clés liées aux déséquilibres entre les sexes, en ciblant les femmes dans l'ensemble des filières rizicole et horticole (petites exploitantes agricoles, transformatrices et commerçantes).

Les femmes constitueront 80% des bénéficiaires. Des activités de renforcement des capacités seront proposées aux communautés et aux pouvoirs publics afin de prendre en compte la problématique hommes-femmes.

- iii) Jeunes. La population rurale gambienne est très jeune et 60% des personnes pauvres ont moins de 20 ans. Les jeunes connaissent un taux de chômage très élevé (37%, contre 12,9% au niveau national; Banque mondiale, 2018) et sont contraints d'émigrer faute de possibilités. Le projet abordera ces problèmes en fixant des quotas de participation des jeunes aux groupes bénéficiaires d'au moins 25%, en accordant aux jeunes entrepreneurs ruraux un accès prioritaire aux dons de contrepartie et en organisant des activités de renforcement des capacités au Centre Songhai. En outre, le projet appuiera les partenariats public-privé-producteurs (4P) afin d'améliorer la conjoncture économique agricole.
- iv) Changements climatiques. La Gambie est extrêmement vulnérable aux changements climatiques et ses ressources naturelles se dégradent. Le ROOTS encouragera l'adoption d'une approche inclusive, résiliente face aux aléas climatiques et à faible taux d'émission pour l'agriculture paysanne. Le ROOTS soutiendra le renforcement et la transposition à plus grande échelle de la résilience et de la capacité d'adaptation des organisations paysannes, notamment les organisations de jeunes et de femmes, les coopératives et les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que des pratiques de gestion des ressources agricoles et hydriques, des infrastructures hydrauliques (microbassins versants, digues de gestion des eaux de ruissellement et chaussées) et des systèmes d'irrigation utilisant des énergies renouvelables.

Justification de l'intervention du FIDA

- 6. Le projet est pleinement conforme au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, aux priorités établies dans le modèle opérationnel de FIDA11, au ciblage des pays les plus pauvres en situation de fragilité et au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2019-2024. Le ROOTS contribuera à l'engagement renouvelé pris par le pays et le FIDA en faveur de la réduction de la pauvreté rurale et des objectifs de développement durable (ODD), du Programme 2030 et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.
- 7. Depuis la transition démocratique, le Gouvernement gambien s'est engagé à améliorer les performances agricoles et a demandé au FIDA de cofinancer le ROOTS.
- 8. Le projet appuiera la vision stratégique du Gouvernement telle qu'elle est définie dans le Plan national de développement 2018-2021. Il s'attaquera également aux principaux problèmes recensés dans l'évaluation du programme de pays (EPP) du FIDA: i) l'incapacité du pays à satisfaire les besoins alimentaires de sa population; ii) son incapacité à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la diversification de l'alimentation; iii) la faible productivité, tirée par un système d'intrants et un modèle agricole inefficaces et inadaptés aux changements climatiques; iv) lorsque la demande du marché existe, la nécessité d'établir des partenariats entre les producteurs, le secteur public et les acteurs privés; v) l'amélioration des systèmes d'approvisionnement et des modes de gestion de projet. En tant que principal bailleur de fonds du groupe de travail technique, le FIDA jouera un rôle clé dans la concertation sur les politiques et la coordination entre les bailleurs de fonds et les institutions, notamment les autres partenaires de développement, les ONG et les organisations de la société civile, le secteur privé, les ministères et organismes gouvernementaux concernés et les institutions des Nations Unies.

B. Enseignements tirés

9. Le ROOTS fait fond sur les succès des opérations passées et actuelles du FIDA en Gambie et d'autres investissements parrainés par des bailleurs de fonds, et en tire des enseignements.
10. Le projet s'attachera principalement à transposer à plus grande échelle les réalisations du Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau (Nema) dans les filières du riz et des légumes, et à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et des revenus agricoles, tout en faisant passer les petits exploitants agricoles (en particulier les jeunes et les femmes) de la production de subsistance à la production commerciale. En outre, une attention particulière sera accordée aux questions clés soulevées dans l'EPP, comme la stratégie de ciblage pour atteindre les agriculteurs pauvres et renforcer les opportunités de partenariat, la performance en matière de gestion de projet et la supervision afin que le Gouvernement dispose de mécanismes d'exécution efficaces et efficaces permettant d'améliorer la durabilité des bénéficiaires.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

11. L'objectif du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience des petits exploitants agricoles face aux changements climatiques en Gambie.
12. L'objectif de développement du projet est d'accroître la productivité agricole et l'accès aux marchés pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et assurer la résilience des exploitations familiales et des organisations paysannes.
13. Zone d'intervention. Le ROOTS sera déployé dans cinq régions: i) région de la Rivière centrale; ii) région de la Rive nord; iii) région de la Rivière basse; iv) région de la Côte ouest; v) région de la Rivière haute. Dans ces régions, 39 districts ont été sélectionnés en prenant en compte les indicateurs relatifs à la pauvreté, à la vulnérabilité, à l'éloignement, à la qualité et à l'ampleur des infrastructures, et à l'harmonisation avec d'autres programmes soutenus par des bailleurs de fonds.
14. Les bénéficiaires directs du projet comprennent environ 40 000 ménages (plus de 10% de la population), dont 80% de femmes et 25% de jeunes et de personnes handicapées. Le projet ciblera également des microentrepreneurs, des fonctionnaires dans les ministères, organismes et commissions concernés, ainsi que le secteur privé.

B. Composantes, résultats et activités

15. Le ROOTS comprendra les composantes suivantes:
16. Composante 1. Productivité agricole et adaptation aux changements climatiques, avec deux sous-composantes:
 - Sous-composante 1.1, par laquelle le projet: i) consolidera 1 300 hectares (ha) de terres actuellement irriguées par un système d'irrigation marémotrice peu performant et introduira l'irrigation marémotrice sur 2 800 ha de terres agricoles existantes (la superficie moyenne des parcelles de terres par communauté oscille entre 25 et 75 ha); ii) équipera plus de 200 ha de digues pour prévenir les inondations pendant la saison des pluies; iii) équipera 800 ha de nouveaux microbassins versants pour contrôler les eaux de ruissellement; iv) établira et renforcera les unités de gestion des irrigants; v) améliorera 20 kilomètres de chaussée pour accéder à 800 ha de zones marécageuses de riziculture¹. En outre, le projet permettra de moderniser

¹ Environ 5 kilomètres par tranche de 200 ha.

40 potagers et d'en créer 30 nouveaux. Des activités de préservation des écosystèmes seront financées autour des sites de production, telles que la réhabilitation de 1 300 ha de mangrove et de 1 400 ha de forêts communautaires.

- Sous-composante 1.2, grâce à laquelle le projet soutiendra: i) l'accès aux services agricoles (vulgarisation, fourniture d'intrants et éducation financière), l'accent étant mis sur la promotion des fermes-écoles spécialisées dans la culture du riz et des légumes; ii) l'émergence de 240 entreprises dirigées par des jeunes qui se concentreront principalement sur la fourniture de services aux filières; iii) le développement des capacités des organisations paysannes communautaires afin de développer les services pour leurs membres.

17. Composante 2. Accès aux marchés, avec deux sous-composantes:

- La sous-composante 2.1 mettra l'accent sur les liens entre les filières et les marchés. Elle financera: i) des plateformes d'interaction entre les filières agricoles (PIFA) – une PIFA riz et une PIFA légumes seront établies dans chaque région ciblée par le projet, tandis que les principaux acteurs de la filière (producteurs, transformateurs, négociants et transporteurs) et le système d'information commerciale à base vocale mis en place par le Nema seront transposés à plus grande échelle; ii) le développement des capacités de l'Organisation nationale de coordination des associations paysannes de Gambie et des organisations nationales de transformateurs agroalimentaires et de producteurs de riz et de légumes; iii) la construction de marchés et de routes.
- La sous-composante 2.2 soutiendra les idées d'activités des 4P, en particulier celles axées sur les opérations après récolte et la création de valeur ajoutée. Le projet veillera à ce que: i) les organisations paysannes et les PME élaborent des plans d'activité de qualité; ii) les ressources sous forme de dons de contrepartie soient mobilisées et utilisées efficacement – à titre expérimental et après l'examen à mi-parcours, les fonds sous forme de dons de contrepartie seront combinés avec des capitaux privés potentiels émanant de la diaspora gambienne; iii) un appui commercial post-investissement soit disponible pour soutenir les 4P, en mettant en contact les PME avec les services spécialisés dans le développement des entreprises, notamment concernant les normes de certification et de sécurité sanitaire des aliments.

18. Composante 3. Gestion de projet, développement institutionnel et mobilisation des citoyens. Cette composante vise à faciliter: i) la coordination et le suivi-évaluation (S&E) efficaces des activités du projet; ii) la gestion des savoirs, la communication et l'apprentissage; iii) la sensibilisation et la participation des parties prenantes grâce à une communication rapide et transparente des résultats et à une mobilisation constante des citoyens; iv) la concertation sur les politiques et la coopération Sud-Sud et triangulaire.

C. Théorie du changement

19. Le Gouvernement gambien est confronté à des défis considérables en lien avec la pauvreté rurale, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les changements climatiques. Étant donné que l'agriculture est la principale source de subsistance de la population rurale, et que la pauvreté rurale, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont étroitement liées à la faible productivité agricole, les investissements qui permettent d'augmenter la productivité des agriculteurs et leur résilience face aux changements climatiques tout en améliorant leurs liens avec les marchés peuvent transformer la vie des ruraux pauvres, en particulier les femmes et les jeunes. Le ROOTS soutiendra cette transformation par des investissements intelligents face au climat et l'amélioration des capacités techniques et

organisationnelles des organisations paysannes et d'autres acteurs des filières rizicole et horticole, l'accent étant mis sur les femmes et les jeunes.

D. Alignement, appropriation et partenariats

20. Alignement sur les ODD. Le projet promeut les ODD 1, 2, 5, 8, 9, 13 et 15.
21. Appropriation par le pays et alignement sur les priorités nationales. Le projet est pleinement conforme au Plan national de développement 2018-2021, à la Politique 2017-2026 en matière d'agriculture et de ressources naturelles et aux autres politiques sectorielles pertinentes. En ce qui concerne l'appropriation, la collaboration se poursuivra avec le Gouvernement, les représentants de la société civile et les bénéficiaires tout au long de la durée du projet, notamment par le biais de consultations, de réunions et d'ateliers de mobilisation des citoyens. Comme l'a recommandé l'EPP, les groupes villageois cibles doivent être en accord avec les priorités de développement des infrastructures, et les activités doivent être ordonnées de façon appropriée afin d'assurer l'autonomisation et l'appropriation et d'améliorer ainsi la durabilité.
22. Alignement sur les politiques et priorités institutionnelles du FIDA. Les objectifs du projet sont en adéquation avec les objectifs stratégiques 1 (améliorer la productivité et la résilience des exploitations familiales gambiennes) et 2 (améliorer les capacités des organisations paysannes et faciliter l'accès des agriculteurs aux actifs, aux marchés et aux filières agricoles rentables) du COSOP. Le projet est également conforme au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et à sa Stratégie et plan d'action dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025. Les modalités de mise en œuvre seront conformes à la politique de ciblage du FIDA et à la Politique du Fonds concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
23. Harmonisation et partenariats. Le ROOTS est aligné sur les nouvelles priorités du Gouvernement destinées à réduire la pauvreté et à renforcer la résilience. Les cofinancements obtenus auprès du Fonds de l'OPEP, du FEM et de l'AfD viendront appuyer la reproduction des résultats à plus grande échelle. En tant que principal bailleur de fonds du groupe de travail technique, le FIDA étudiera de nouvelles possibilités de collaboration pendant l'exécution du projet afin de combler le déficit de financement.
24. En ce qui concerne les activités ciblant les jeunes, le FIDA collaborera avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin de soutenir les activités du Centre Songhai. Au niveau du pays, le ROOTS travaillera en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour mettre en œuvre la composante FEM du projet, fournir une assistance technique et assurer la gestion des savoirs. Le projet établira également des partenariats opérationnels avec des organisations de la société civile, des représentants du secteur privé et des ONG locales.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

25. Le coût total du projet sur six ans se monte à 80 millions d'USD. Ce coût couvre le coût de base estimé à 70,25 millions d'USD et des provisions pour imprévus physiques et financiers d'un montant de 9,75 millions d'USD (14%).
26. Le coût total du projet par composante s'élève à 53,26 millions d'USD pour la composante 1 et à 18,39 millions d'USD pour la composante 2. Les coûts de gestion et de coordination se montent à 8,36 millions d'USD, soit environ 10% du coût total du projet.
27. Le déficit de financement, qui s'élève à 20,60 millions d'USD, peut éventuellement être couvert au titre des cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (en vertu de conditions de financement à définir et sous réserve des

procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration) ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution.

28. Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au titre du financement de l'action climatique est estimé à 8,61 millions d'USD, ce qui représente 40% de l'investissement du FIDA.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et source de financement
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Don du FIDA au titre du CSD		Prêt du FIDA		FEM		Fonds de l'OPEP		AfD		Déficit de financement		Gouvernement		Bénéficiaires		Total			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%
1. Productivité agricole et adaptation aux changements climatiques																				
1.1. Développement et gestion des infrastructures	4 406	10,6	826	2,0	4 216	10,1	10 000	24,0	9 015	21,7	8 414	20,2	4 248		10,2	465		1,1	41 590	52,0
1.2. Fourniture de services agricoles	4 977	42,7	1 045	9,0	508	4,4	-	-	1 106	9,5	1 996	17,1	210		1,8	1 824		15,6	11 666	14,6
Sous-total	9 383	17,6	1 871	3,5	4 724	8,9	10 000	18,8	10 121	19,0	10 410	19,5	4 458		8,4	2 289		4,3	53 255	66,6
2. Accès aux marchés																				
2.1. Renforcement des liens entre les filières et les marchés	2 237	23,0	559	5,8	-	-	-	-	1 047	10,8	5 098	52,5	774		8,0	-		-	9 715	12,1
2.2. Financement des 4P	1 714	19,8	999	11,5	200	2,3	-	-	-	-	1 784	20,6	15		0,2	3 960		45,7	8 673	10,8
Sous-total	3 951	21,5	1 559	8,5	200	1,1	-	-	1 047	5,7	6 882	37,4	789		4,3	3 960		21,5	18 388	23,0
3. Gestion de projet, développement institutionnel et mobilisation des citoyens																				
	3 682	44,1	124	9,9	376	4,5	-	-	-	-	3 308	39,6	165		2,0	-		-	8 356	10,4
TOTAL	17 016	21,3	4 254	5,3	5 300	6,6	10 000	12,5	11 169	14,0	20 600	25,7	5 412		6,8	6 249		7,8	80 000	100,0

Tableau 2
Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Don du FIDA au titre du CSD		Prêt du FIDA		FEM		Fonds de l'IOPEP		AfD		Déficit de financement		Gouvernement			Bénéficiaires			Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement																				
A. Consultants																				
1. Formation et ateliers	1 998	55,1	327	9,0	100	2,8	-	-	312	8,6	888	24,5	-	-	-	-	-	-	3 626	4,5
2. Études	208	18,5	381	0,3	-	-	-	-	-	-	536	47,6	-	-	-	-	-	-	1 125	1,4
3. Assistance technique internationale	2 042	59,9	344	0,1	-	-	-	-	255	7,5	768	22,5	-	-	-	-	-	-	3 409	4,3
4. Assistance technique nationale	140	27,3	45	0,1	281	54,8	-	-	31	5,9	16	3,1	-	-	-	-	-	-	513	0,6
Sous-total	4 388	50,6	1 098	0,1	381	4,4	-	-	597	6,9	2 209	25,5	-	-	-	-	-	-	8 673	10,8
B. Équipement, matériel et moyens de transport																				
1. Équipement et matériel	252	54,0	91	19,5	-	-	-	-	-	-	7	1,5	117	25,0	-	-	-	-	467	0,6
2. Véhicules	733	66,2	83	7,5	-	-	-	-	-	-	14	1,3	277	25,0	-	-	-	-	1 106	1,4
3. Biens, services et intrants	3 802	33,8	1 079	0,1	3 597	32,0	-	-	482	4,3	2 272	20,2	3	-	-	-	-	-	11 235	14,0
Sous-total	4 787	37,4	1 253	0,1	3 597	28,1	-	-	482	3,8	2 294	17,9	396	3,1	-	-	-	-	12 808	16,0
C. Travaux	1 253	3,7	313	0,9	746	2,2	10 000	29,2	6 425	18,8	10 479	30,6	5 016	14,7	-	-	-	-	34 231	42,8
D. Dons et subventions	4 481	23,4	1 553	8,1	200	1,0	-	-	3 665	19,1	3 037	15,8	-	-	6 249	-	-	32,6	19 185	24,0
Total des coûts d'investissement	14 909	19,9	3 517	4,7	4 924	6,6	10 000	13,4	11 169	14,9	18 018	24,1	5 412	7,2	6 249	8,3	74 897	93,6		
II. Dépenses récurrentes																				
A. Dépenses de fonctionnement																				
1. Traitements et indemnités	1 710	42,1	-	-	376	9,3	-	-	-	-	1 980	48,7	-	-	-	-	-	-	4 066	5,1
B. Dépenses de fonctionnement																				
1. Déplacement à l'étranger	32	46,3	-	-	-	-	-	-	-	-	37	53,7	-	-	-	-	-	-	70	0,1
2. Fonctionnement et entretien des bureaux	39	46,3	-	-	-	-	-	-	-	-	45	53,7	-	-	-	-	-	-	84	0,1
3. Fonctionnement et entretien des véhicules	326	36,9	37	4,2	-	-	-	-	-	-	520	58,9	-	-	-	-	-	-	883	1,1
Sous-total	397	38,3	37	3,6	-	-	-	-	-	-	602	58,1	-	-	-	-	-	-	1 036	1,3
Total des charges récurrentes	2 107	41,3	37	0,7	376	7,4	-	-	-	-	2 582	50,6	-	-	-	-	-	-	5 102	6,4
Total	17 016	21,3	4 254	5,3	5 300	6,6	10 000	12,5	11 169	14,0	20 600	25,7	5 412	6,8	6 249	7,8	80 000	100,0		

co

Tableau 3

Coût du projet par composante (et sous-composante) et par année du projet
(en milliers d'USD)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
1. Productivité agricole et adaptation aux changements climatiques							
1.1. Développement et gestion des infrastructures	856	8 107	15 458	15 755	1 302	111	41 590
1.2. Fourniture de services agricoles	1 703	1 766	2 346	2 893	2 035	922	11 666
Sous-total	2 559	9 873	17 804	18 648	3 337	1 034	53 255
2. Accès aux marchés							
2.1. Renforcement des liens entre les filières et les marchés	666	2 554	2 111	2 260	1 917	206	9 715
2.2. Financement des 4P	231	1 483	1 544	2 588	2 571	256	8 673
Sous-total	898	4 037	3 655	4 848	4 488	462	18 388
3. Gestion de projet, développement institutionnel et mobilisation des citoyens							
	2 473	1 215	1 079	1 245	1 117	1 228	8 356
Total	5 929	15 126	22 537	24 740	8 942	2 725	80 000

Stratégie et plan de financement et de cofinancement du projet

29. Le financement du projet (tableau 1) comprend: i) un don du FIDA de 17,02 millions d'USD (21,3%); ii) un prêt du FIDA de 4,25 millions d'USD (5,3%, dont une enveloppe de 700 000 USD pour les instruments FIPS)²; iii) un don du FEM de 5,30 millions d'USD (6,6%); iv) un prêt du Fonds de l'OPEP de 10 millions d'USD (12,5%); v) un don de l'AfD de 11,17 millions d'USD (14%); vi) une contribution du Gouvernement de 5,41 millions d'USD sous forme d'exonérations fiscales (6,8%); vii) une contribution des bénéficiaires de 6,25 millions d'USD (7,8%). Le déficit de financement est estimé à 20,60 millions d'USD (25,7% des coûts), qui pourraient être couverts par l'allocation de FIDA¹² (sous réserve de la disponibilité des fonds, de conditions financières à déterminer et du respect des procédures internes) ou par d'autres financeurs à identifier pendant l'exécution.

Décaissement

30. Les comptes désignés pour le financement du FIDA seront gérés et réapprovisionnés selon les dispositions relatives au compte d'avance. Parmi les autres méthodes de décaissement, on utilisera les paiements directs et les remboursements. Les précisions concernant les méthodes de décaissement figureront dans la lettre à l'emprunteur/au bénéficiaire et dans l'accord de financement du projet. En outre, après l'entrée en vigueur du financement du FIDA, et après que les conditions du premier décaissement auront été dûment remplies, et à la demande de l'emprunteur/du bénéficiaire, le FIDA effectuera, sur les comptes désignés, un dépôt initial correspondant aux besoins d'exécution sur six mois (allocation autorisée). Celle-ci sera également spécifiée dans la lettre à l'emprunteur/au bénéficiaire.

Résumé des avantages et analyse économique

31. L'analyse financière montre que les investissements sont rentables, avec un taux de rentabilité économique interne de 16,3%, générant une valeur actuelle nette (à un taux d'actualisation de 6%) de 37,1 millions d'USD, avantages environnementaux compris. Les résultats sont fiables selon divers scénarios de retards d'exécution, de réduction des bénéfices et d'adoption. L'analyse économique prend en compte tous les bénéfices agrégés des activités de production, des 4P et des cobénéfices environnementaux. L'analyse de sensibilité montre, dans tous les scénarios, des résultats robustes avec différents niveaux de risque.

² Instruments pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets.

Stratégie de sortie et durabilité

32. La stratégie de sortie et la durabilité seront assurées par: i) la rentabilité financière et économique des investissements proposés; ii) le renforcement des institutions publiques; iii) l'amélioration de l'équipement des institutions de formation des jeunes, en mettant l'accent sur le leadership des jeunes et des femmes; iv) l'autonomisation des organisations paysannes à tous les niveaux, en renforçant le sentiment d'appropriation des communautés et leurs capacités d'exploitation et de maintenance; v) la bonne gestion d'infrastructures durables par les communautés et les organisations paysannes; vi) la définition de systèmes et responsabilités clairs en matière d'exploitation et de maintenance des infrastructures complexes et de grande taille; vii) la promotion d'une approche plus structurée de l'appui aux filières et la prise en compte voulue des services financiers ruraux inclusifs; viii) l'examen à mi-parcours, avec des ajustements si nécessaire, des mécanismes financiers avec la diaspora gambienne.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

33. Les principaux risques du projet et leurs mesures d'atténuation sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4

Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Évaluation du risque</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Politique/ gouvernance	Moyen	Participation conjointe avec d'autres partenaires techniques et financiers à la concertation sur les politiques.
Macroéconomique	Moyen	Fonds monétaire international (FMI): suivi et soutien efficaces de la politique économique et financière, en mettant l'accent sur la soutenabilité de la dette et la discipline budgétaire. Accord clair lors des négociations sur les conditions d'exonération fiscale dans le cadre du projet.
Stratégies et politiques sectorielles	Moyen	Participation et appui du FIDA à la concertation sur les politiques et à leur élaboration. Renforcement des capacités d'élaboration des politiques au Ministère de l'agriculture. Souplesse d'exécution du projet à mi-parcours afin de réexaminer les priorités sectorielles.
Capacités institutionnelles	Élevé	Formation des formateurs, développement des capacités additionnel et soutien à la mobilité fournis par le projet. Révision de l'organigramme, avec mise à jour des rôles et augmentation du nombre de postes, et assistance technique internationale et nationale si nécessaire. Concertation sur les politiques, sensibilisation et formation sur les partenariats commerciaux inclusifs (4P) fournis par le projet.
Fiduciaire – gestion financière	Moyen	Dispositions importantes de la loi sur la probité et la lutte contre la corruption, notamment les sanctions et peines prévues en la matière.
Fiduciaire – passation des marchés	Moyen	Personnel approprié au sein de l'unité d'appui au projet (UAP), avec une assistance technique internationale et une gestion contractuelle déléguée.
Environnement et climat	Élevé (climat); moyen (environnement)	Introduction de technologies et pratiques résilientes face aux aléas climatiques (semences adaptées, agroforesterie, gestion intégrée de la fertilité des sols, travaux contre la salinisation et l'érosion).
Risque global	Moyen	Le FIDA opère de longue date en Gambie et a l'habitude de gérer des projets dans un environnement à risque. Les enseignements tirés des projets achevés et en cours sur le terrain – en plus des relations bien établies que le bureau de pays du FIDA entretient avec les parties prenantes à différents niveaux décisionnels – permettront d'éclairer l'élaboration du nouveau projet et d'atténuer les risques recensés ci-dessus.

B. Catégorie environnementale et sociale

34. Le ROOTS est classé dans la catégorie B, ce qui signifie qu'il est peu probable qu'il ait des effets négatifs importants sur l'environnement. Afin d'atténuer le risque d'exclusion sociale et d'améliorer les revenus, en particulier pour les jeunes et les femmes, le projet appuiera la création de plateformes inclusives axées sur la recherche de solutions qui favorisent la concertation de haut niveau sur les politiques entre les opérateurs privés, les organisations paysannes et les autorités

publiques, ainsi que l'accès à la terre et au crédit. Un cadre de gestion environnementale et sociale a été élaboré pour tenir compte des éventuels impacts environnementaux et climatiques.

C. Classement au regard des risques climatiques

35. Selon la catégorisation au regard des risques climatiques du FIDA, le ROOTS est classé dans la catégorie des projets présentant un risque élevé. Pour lutter contre les effets des changements climatiques, le projet appuiera la mise en place d'infrastructures résilientes face aux aléas climatiques dans les zones ciblées, de manière à accroître la productivité de la gestion des terres arables et de l'eau et à réduire la vulnérabilité des populations pauvres aux risques naturels, à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et aux effets des changements climatiques. Une analyse détaillée du risque climatique a été réalisée et est disponible.

D. Soutenabilité de la dette

36. Malgré une forte croissance économique ces dernières années, la soutenabilité de la dette demeure un défi majeur. Les niveaux de la dette publique et du service de la dette sont élevés, le service de la dette absorbant plus de la moitié des recettes intérieures. L'analyse conjointe Banque-Fonds de soutenabilité de la dette effectuée en octobre 2018 par l'Association internationale de développement du FMI et de la Banque mondiale indique que la Gambie est actuellement en situation de surendettement; les cinq indicateurs du fardeau de la dette extérieure dépassent largement leurs seuils indicatifs. Un important portefeuille de prêts déjà contractés complique encore le problème de solvabilité. D'après l'actuel programme de référence du FMI, la Gambie a besoin d'alléger sa dette et les nouveaux emprunts doivent être particulièrement concessionnels et réservés aux projets les plus prioritaires, pour lesquels aucun financement sous forme de don n'est disponible.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

37. Sur la base des résultats et recommandations de l'EPP, et à la différence de l'unité centralisée de coordination de projet du Nema, à Banjul, une nouvelle UAP décentralisée sera créée au sein de l'unité centrale de coordination du projet (UCCP) du Ministère de l'agriculture. Dans chacune des cinq régions, un coordonnateur régional sur le terrain renforcera l'exécution des projets, assurera la viabilité institutionnelle et améliorera les synergies et la complémentarité avec les autres projets en cours d'exécution. Un comité national de pilotage du projet, composé de diverses parties prenantes des secteurs public et privé et de la société civile, supervisera l'exécution du projet et fournira des orientations stratégiques.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

38. Gestion financière. Les fonds du projet seront gérés selon les procédures en vigueur en Gambie et au FIDA. Ces procédures seront détaillées dans la lettre à l'emprunteur/au bénéficiaire et dans le manuel de procédures administratives, financières et de gestion du projet.
39. Passation des marchés. L'UAP s'occupera de la passation des marchés conformément à la législation gambienne relative aux marchés publics (2014). La Gambie a l'habitude d'utiliser des méthodes de passation des marchés de fournitures, travaux et services publics reposant sur les principes du marché et de la mise en concurrence. Les appels d'offres pour la plupart des travaux et des biens disponibles localement seront effectués par l'UAP, en collaboration avec le comité de la passation des marchés de l'UCCP. Les autres passations de marchés soumises aux méthodes d'achat locales seront effectuées par l'UAP, tandis que les agences d'exécution fourniront les spécifications techniques, devis quantitatifs et mandats nécessaires. Le Comité de la passation des marchés de l'UCCP évaluera les offres.

40. Gouvernance. Le ROOTS appliquera les principes de bonne gouvernance et de transparence ainsi que la politique anticorruption du FIDA, qui applique une tolérance zéro chaque fois qu'il a été établi, à l'issue d'une enquête menée par le Fonds, l'Emprunteur/bénéficiaire ou une autre entité compétente, que des pratiques frauduleuses ou des actes de corruption, de collusion ou de coercition ont eu lieu dans le cadre de projets financés par des prêts ou des dons octroyés par le FIDA. Le Fonds prend des sanctions conformément aux dispositions de son règlement et de ses instruments juridiques.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

41. La planification, le S&E et la gestion des savoirs seront combinés afin d'établir un système d'apprentissage et de compte rendu solide et convivial qui soit conforme au Système de gestion des résultats opérationnels du FIDA. En outre, le ROOTS appuiera l'élaboration et la mise en œuvre, au sein du Ministère de l'agriculture, d'un cadre et d'un système destinés au S&E dans le secteur agricole. Ce système alimentera également la base de données nationale gambienne sur l'agriculture.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

42. Les innovations promues par le ROOTS consistent en une série d'interventions qui s'appuient sur les résultats positifs de projets antérieurs menés en Gambie et dans les sous-régions. Les innovations sont les suivantes: i) des potagers améliorés dotés de nouvelles caractéristiques intelligentes en matière de climat; ii) des aménagements et infrastructures hydroagricoles permettant de mieux gérer la salinité et la sécheresse/les inondations, construits sous la supervision d'une société de gestion contractuelle déléguée; iii) la commercialisation et la transformation des aliments; iv) un accès aux capitaux privés de la diaspora par le biais de plateformes de financement participatif; v) un échange de savoirs entre le personnel de projet, les organismes publics et les bénéficiaires; vi) la concertation sur les politiques et la coopération Sud-Sud et triangulaire pour tirer des enseignements de l'expérience mondiale et régionale, en particulier celle du Sénégal.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

43. Le plan de démarrage et les activités à mettre en œuvre par le ROOTS avant que le projet n'ait démontré son efficacité prévoient: i) l'établissement/le recrutement de l'équipe technique du projet au niveau national et régional, sur la base de l'évaluation de la performance du personnel du Nema, et un processus de recrutement externe mené par une tierce partie (société de recrutement internationale); ii) l'élaboration d'un manuel détaillé sur le S&E et d'un système d'information de gestion; iii) le lancement de la passation de marchés concernant les équipements et les véhicules essentiels au démarrage du projet; iv) le début du ciblage des districts et des villages; v) le lancement du processus d'appel d'offres pour les deux cas d'assistance technique internationale en appui à l'UAP; vi) la réalisation d'une enquête de référence. Le plan de démarrage sera financé en partie par les instruments FIPS.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

44. Le FIDA effectuera chaque année deux missions de supervision et d'appui à l'exécution, avec la participation du Gouvernement et des autres partenaires financiers. L'examen à mi-parcours sera effectué conjointement par le FIDA et le Gouvernement à la fin de la troisième année. La mission d'achèvement sera organisée à la fin du projet, avec la participation de toutes les parties prenantes.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

45. Un accord de financement entre la République de Gambie et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Un exemplaire de l'accord de financement négocié est joint à l'appendice I.
46. La République de Gambie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

48. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Gambie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de quatre millions deux cent cinquante-cinq mille dollars des États-Unis (4 255 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Gambie un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de dix-sept millions vingt mille dollars des États-Unis (17 020 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Houngbo
Président

Negotiated financing agreement

Negotiated financing agreement: "Resilience of Organizations for Transformative Smallholder Agriculture Project (ROOTS)"

(Negotiations concluded on 10 October 2019)

Loan No: _____

DSF Grant No: _____

Project name: Resilience of Organizations for Transformative Smallholder Agriculture Project (ROOTS) ("the ROOTS"/ "the Project")

The Republic of The Gambia (the Borrower/Recipient)

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS

The Borrower/Recipient expects to obtain from the Organisation of the Petroleum Exporting Countries ("OPEC") Fund for International Development ("OFID") financial assistance approximately in the amount of ten million United States dollars (USD 10 000 000) to assist on financing the Project ("OFID Loan").

The Agence Francaise de Développement (AFD) has expressed interest in providing financial assistance approximately in the amount of ten million Euro (EUR 10 000 000) to assist on financing the Project.

The GEF Secretariat, acting in its capacity as the GEF Executing Agency, has expressed interest in providing financial support on a grant basis to assist the Borrower/Recipient in the implementation of the Project as described in Schedule 1 to this Agreement;

The Borrower/Recipient has requested a loan and a Debt Sustainability Framework (DSF) grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

The Fund has agreed to provide financing for the Project

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan and a DSF Grant (the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is four million two hundred and fifty five thousand United States Dollars (USD 4 255 000).

B. The amount of the DSF Grant is seventeen million and twenty thousand United States Dollars (USD 17 020 000).

2. The Loan is granted on highly concessional terms, and shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

The principal of the Loan will be repaid at two per cent (2%) of the total principal per annum for years eleven (11) to twenty (20), and four per cent (4%) of the total principal per annum for years twenty-one (21) to forty (40).

3. The Loan Service Payment Currency shall be in USD.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the 1st of January.

5. Payments of principal and interest shall be payable on each May 31th and November 30th.

6. The Borrower/Recipient shall establish one Designated Account in United States Dollar (USD) at the Central Bank of The Gambia, for the proceeds of the IFAD Grant and loan. In addition, Borrower/Recipient shall establish an account in Gambian Dalasi to receive counterpart financing. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account. The Borrower/Recipient shall open a Designated Account for each additional cofinancier.

7. The Designated accounts shall also serve as the Project accounts.

8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of five million four hundred ten thousand United States Dollars (USD 5 410 000) in the form of tax exemption for the Project, spread over the duration of the Project as follows:

- i. Year one USD 383 000 approximately 7%.
- ii. Year two USD 1 030 000 approximately 19%.
- iii. Year three USD 1 527 000 approximately 28%.
- iv. Year four USD 1 675 000 approximately 31%.

- v. Year five USD 607 000 approximately 11%.
- vi. Year six USD 188 000 approximately 3%.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture (MoA) of the Borrower/Recipient.
2. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
3. The Project Completion Date shall be the sixth (6) anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower/Recipient.

Section D

The Fund will administer the Financing and supervise the Project, and the Borrower/Recipient will implement and conduct its own administration and supervision of the Financing and the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
 - (b) Key Project staff, as per section 8 and 9 of Schedule 1 of this Agreement, has been removed without the prior agreement of the Fund
 - (c) Use of Project vehicles and other equipment has not been used in accordance with section 10 of Schedule 3 of this Agreement.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) IFAD's no objection to the PIM shall have been obtained;
 - (b) Key Project staff has been recruited/appointed as per section 8 and 9 of Schedule 1 of this Agreement; and
 - (c) The external audit TORs shall have been signed with the National Audit Office including an extended scope of the audit to ask for specific assurance on the Matching Grant mechanism.
3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister for Finance and
Economic Affairs
Ministry of Finance and
Economic Affairs
The Quadrangle
Banjul
Gambia (The)

For the Fund:

The President
International Fund for
Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

THE REPUBLIC OF THE GAMBIA

"[Authorised Representative Name]"
"[Authorised Representative title]"

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit the population in these catchment areas, in particular smallholders, micro-entrepreneurs, and poor rural youth and women. It is expected that 80 per cent of beneficiaries will be women who are the core rice and vegetable producers in the country and 25 per cent will be youth. ROOTS will proactively facilitate access to Project activities for women and youth to productive assets (land, water), financing, knowledge as well as their participation in Project implementation, community representation and decision-making. As more than 10 per cent of The Gambian population are people with disabilities, the Project will seek to involve them in the most appropriate segment of the selected value chains.

2. *Project area.* The Project will be operated in five regions: (i) Central River Region (CRR); (ii) North Bank Region (NBR); (iii) Lower River Region (LRR); (iv) West Coast Region (WCR); and (v) Upper River Region (URR).

3. *Goal.* The goal of the Project is to improve food security, nutrition and smallholder farmers' resilience to climate change in The Gambia.

4. *Objectives.* The objective of the Project is to increase agricultural productivity and access to markets for enhanced food security and nutrition, and resilience of family farms and farmer organizations.

5. *Components.* The Programme shall consist of the following three Components: (i) Agricultural productivity and adaptation to climate change, (ii) Access to markets and (iii) Project management, institutional development, and citizen engagement.

5.1 Component 1: Agricultural productivity and adaptation to climate change

5.1.1 Subcomponent 1.1 Infrastructure development and management. The activities under this sub-component shall include:

- (a) Infrastructure development and management for resilient rice cultivation. The Project shall support the upgrade and new development of dry-season tidal irrigation in wet season rice growing areas and applying a landscape approach to develop new wet-season water-control structures on existing moisture deficit agricultural areas with rainwater harvesting through: (i) wet-season valley bottom water control cascaded dykes and (ii) micro-catchment water runoff control dykes.
- (b) Selection of the best bid from competing suppliers and contractors by using international competitive bidding. The Project Support Unit (PSU) shall mobilize ITA to oversee, with the support of a Delegated Contract Management entity (DCM), the Feasibility Study and Detailed Design (FS&DD) and supervision of civil works performed by international/national contractors. For a third-party quality management public entity (so called "delegated contract management" - DCM), this shall facilitate the review and clearance of FS&DD (upstream work)

and private sector operators and others subject to an appropriate evaluation, thematic studies, quality control (supervision) of civil and electromechanical works (downstream work) and ensure that procured works, goods and services are of the desired quality. The Department of Parks and Wildlife (DWPM) shall implement the ecosystem preservation activities.

- (c) The Project shall strengthen 40 Water User Management Units (WUMUs) to plan, maintain and sustainably manage the rice irrigation schemes, with participation of at least 60 per cent women as the force is composed of 60 per cent women and 25 per cent youth to help ensure the long-term sustainability of infrastructure.
- (d) The Project shall support the policy environment around irrigation works (including for rehabilitation, construction and maintenance). As part of the policy dialogue, the Project shall work on the definition of the status of WUMUs and their role in the O&M of irrigation infrastructure (which currently remains state property).
- (e) The WUMUs shall be linked to catchment management institutions to ensure their allocation of water also respects the water needs from other users, like livestock. ROOTS shall support the establishment and strengthening of 15 micro catchment management committees. The Project shall finance 10 water-gauging stations and 11 groundwater resource data collection stations and their networks to allow WUMUs to continuously monitor the water discharge. District-level staff, with the support of a WUMU Specialist from the Ministry of Water, shall support the formation and strengthening of these institutions in water management, in infrastructure management, and in institutional management.
- (f) Market-oriented vegetable gardens. Vegetable gardens have been supported by various development partners to strengthen the resilience and nutrition of women kafos members.
- (g) Upgrading existing vegetable gardens. To capitalize on existing investments, ensure the resilience of women kafos, increase their incomes and enhance their nutritional status, ROOTS shall upgrade 40 existing gardens following an in-depth assessment of current socio-technical performance and limiting factors. As most of the observed limitations are partly related to improper designs, the project shall update the current technical design guidelines.
- (h) Irrigation system modifications. The Project shall support the local fabrication of pipes that are of higher quality but at the same time affordable. Recycling used pipes, as supported by the youth-based services described below, shall be promoted. Technical and managerial capacity building for proper O&M and optimal use of on-farm water management systems shall be financed. Concerted efforts shall be exerted to promote volumetric-based water service fees collection systems to ensure that O&M and replacement fees are deposited in the WUMUs' bank account thus establishing a viable investment exit strategy.
- (i) New market oriented vegetable gardens. Thirty new gardens shall be established next to lumo or near markets and follow the improved technical design features described above. When possible, new gardens shall also integrate poultry (eggs and broilers) to diversify income sources and enrich household diets. To ensure commercial viability, 75-125 business-oriented participants shall be served per garden.

5.1.2 Subcomponent 1.2 Agricultural services provision

- (a) Agricultural productivity enhancement. The extension activities planned under ROOTS shall align with and contribute to the National Extension Policy and Strategic Plan (the latter to be completed in 2019).

- (b) Financing three types of capacity-building in the irrigated perimeters. First, Farmers Field Schools (FFS) will be organized to introduce the System of Rice Intensification (SRI) management system. A second type of capacity-building support consists of farmers' training, targeting the rainfed tidal and rainfed lowlands. ROOTS shall use the Participatory Learning and Action Research (PLAR) modules developed by AfricaRice to assist farmers in these systems. Implementation of the PLAR materials, and training of field staff, will be led by an internationally recruited expert. The third type of capacity-building support shall be conducted to (a) support the identification of the most desired rice varieties using the Participatory Varietal Selection for Extension methodology pioneered by Africa Rice, and (b) multiply quality-declared seeds within the rehabilitated and newly constructed tidal irrigation perimeters, using community-based seed systems. Support will be given to the Village Extension Workers (VEW) and field staff of the National Seed Secretariat, with backstopping from an internationally recruited expert.
- (c) In the new and upgraded vegetable gardens, the FFS approach shall be used to support women farmer groups. Support for O&M activities shall complement infrastructure interventions. Horticultural FFS shall be held in 30 of the 40 upgraded gardens and all of the newly-constructed gardens. All new and upgraded gardens shall also have FFS on drip irrigation.
- (d) ROOTS shall: (i) adapt training manuals on Essential Nutrition Actions (ENA) and Essential Hygiene Actions (EHA); and (ii) train select mothers/fathers on ENA/EHA/consumption of diversified diets/planning and budgeting for food as well as facilitate step-down training.
- (e) Youth-based services. The Project shall finance business ideas from youth focused on agricultural services provision.
- (f) Youth incubation. The Project shall collaborate with the Songhai Centre, given its demonstrated capacity, and partner closely with UNDP. The Project shall support Songhai to diversify its existing youth training curricula by developing new modules on agriculture finance, environment and climate change, value chain development, agribusiness, digital agriculture, business plan development, food conservation and processing. ROOTS shall also help Songhai to access digital technologies and organize specialized training on their use, small processing equipment for on-site demonstrations, and infrastructure to increase the Centre's hosting capacity. The Project shall help Songhai develop partnerships with a network of private agri-food enterprises willing to contribute to internship and Training and Vocational Education and Training (TVET) programs. Starting in year 3, the Project shall also subsidize the placement of five graduates in newly developed market-oriented vegetable gardens to act as production, marketing and value addition advisors to the producer groups. Furthermore, the Project shall support Songhai in financing and managing a reward program for its ten best students from each cohort. This Project shall complement young student's earnings by contributing financially to their business ideas.
- (g) The Project shall finance at least 240 youth-led small businesses. Eligible businesses will include: (i) mechanized agriculture services; (ii) agriculture transport services; (iii) agro-dealerships; (iv) maintenance of agricultural equipment (e.g. drip irrigation pipes); and (v) digital technologies for agriculture services (ICT, drones, agricultural service apps). In addition, the Project shall finance awareness raising, business plan preparation and post-

investment monitoring and support. As part of the early implementation and through the FIPS, the Project shall be developing youth and gender strategies to guide all interventions identified throughout the Project cycle.

- (h) Capacity development of FOs. The Project shall support farmers' organisations (FOs) at the level of rice and vegetable production sites. Based on the work initiated by NEMA, the Project shall continue to: (i) support the organisation of women kafos around vegetable gardens; and (ii) transform Village Farmers Associations (VFA) into cooperative societies (clustering several villages) around the new/upgraded rice perimeters. A total of 40 new women kafos and six cooperatives societies shall be established and strengthened. Service providers shall strive to reach 80 per cent participation of women field staff to meet the need of women beneficiaries. On the latter, the Project shall enhance the readiness and bargaining power of FOs to enter into sustainable commercial partnerships with buyers, including 4Ps (see component 2). The Project shall train female entrepreneurs in vegetable and rice production to enhance their performance in record keeping and business management to own and operate their business in a sustainable manner.
- (i) Input provision. The Project will support cooperatives to enter into sustainable commercial partnerships with input dealers. To assist cooperatives in accumulating the liquidity to independently underwrite their own production activities, the Project will use a partial and declining subsidization mechanism over three years (year 1:80 per cent, year 2:50 per cent, year 3:20 per cent of major inputs costs).
- (j) Access to finance. The Project will promote: (i) the increased savings capacity of FOs and their members through Credit Unions (CUs) and Micro Finance Institutions (MFIs), and particularly women-led FOs and SMEs (ii) the access to diaspora financing/remittances through a pilot.
- (k) The Project shall support the provision of the services through mobile Financial Service Providers' agents or through third party non-bank agents and mobile money. Furthermore, it shall support the supply of other financial services catering to the needs of the target groups, in particular the provision of remittances linked with the promotion of savings and access to productive loans. The Project will enhance the skills of farmers' organisations to make prudent usage of these products through financial education.

5.2 Component 2: Access to markets

5.2.1 Subcomponent 2.1 Climate resilient value-chains and market linkages

- (a) Agricultural value-chain interaction platform. ROOTS shall enhance and scale-up the AVIPs initiated by NEMA. AVIPs bring together key stakeholders (producers, processors, traders, transporters) around the rice and vegetable value-chains.
- (b) The Project shall finance the steps to operate AVIPs, including: (i) information and mobilization around the AVIP initiatives and 4Ps approach; (ii) market analyses; (iii) establishment of AVIPs at selected local or regional markets; (iv) operationalization of AVIPs and contracts/4P brokering; and (v) local policy dialogue and product branding. The Project shall also finance the training of

AVIP facilitators and visits to Senegal for knowledge sharing with well-established value-chain roundtables.

- (c) To support AVIPs and strengthen FOs in marketing decision making, and support women in decision making, the Project shall sustain and scale-up the voice-based market information system (MIS) introduced by NEMA and established around 10 lumos and markets and 15 major vegetable crops. ROOTS shall build on the existing system (cloud-based server, database web platform, facilitators), expand it to new value-chains (rice) and to all new women kafos gardens supported under Component 1 and introduce innovations such as climate information.
- (d) Strengthening apex farmer organisations. ROOTS shall finance a capacity development program for NACOFAG, the Gambian apex body.
- (e) At the level of national commodity organizations, the Project, through a contract with NACOFAG, shall strengthen the National Rice Farmers Association (NRFA), the National Association of Food Processors (NAFP) and support the emergence of the National Vegetable Growers Association (NVGA).
- (f) Market infrastructure and rural roads. In addition to facilitating market linkages, the construction/rehabilitation of market and connectivity infrastructure shall have positive impacts on the environment for 4Ps transactions. During the initial year of the Project, an inventory of the main lumos and markets shall be prepared to prioritize markets for construction or rehabilitation. Four existing market outlets at strategic locations shall be supported. In order to connect remote villages to the main road and to markets, access roads shall be constructed (60km) and renovated (10km), following the same FS&DD and oversight modality.

5.2.2 Subcomponent 2.2 4P financing

- (a) Business plan development. ROOTS shall support FOs and SMEs in preparing business plans and establishing contractual arrangements for effective 4Ps. ROOTS shall focus on improving the quality of business propositions and working with national institutions to ensure sustainability.
- (b) In addition to the AVIPs, which shall enhance networking between value-chain stakeholders, the Project will finance fairs and information campaigns to boost linkages and shall broker contracts between FOs and larger value chain actors, including institutional buyers such as the World Food Program (WFP). The Project shall provide technical assistance to prepare standard contract templates between 4P actors, particularly given that proven pre-engagements between SMEs and FOs will be a criterion for matching grant financing.
- (c) Business plan financing. ROOTS shall establish a separate matching grant window for financing post-harvest and value-addition business plans proposed by FOs and SMEs engaged in 4P arrangements.
- (d) Post-investment business support. ROOTS shall include post-investment business support for benefitting SMEs and FOs, which was lacking in previous initiatives. To facilitate the access of SMEs to specialized business development services like certification (ISO), food safety standards, good manufacturing practices, financial management and linkages to export markets, the Project shall identify potential service providers, organize the participation in regional or international fairs and co-finance some of the capacity building activities. The Project shall also pilot FO and SME financing innovations. The Project shall

strengthen existing fintech prototypes, such as Money Farm Gambia, that aim at intermediating debt financing from the "crowd", most particularly the diaspora, to rural entrepreneurs. The pilot will benefit from backstopping by IFAD's Financial Facility for Remittances (FFR) team.

5.3 Component 3: Institutional Development, Project Management and Citizen Engagement.

- (a) Policy dialogue. The Project shall support policy dialogue and South-South and Triangular Cooperation (SSTC) activities which will lead to key agricultural reforms. The Project shall finance selected policy dialogue forums involving FOs (more particularly NACOFAG), private sector representatives and policy makers. Examples of policy dialogue areas relevant to the project include: (i) the adoption and implementation of CFS Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security (VGGT), more particularly to address barriers to women's and youth access to land and financing; (ii) policy barriers to domestic rice production in The Gambia, based on a competitiveness analysis financed by the Project.
- (b) Sustainability of the irrigation infrastructure. The Project will document experiences from implementation and engage in discussions and potential reforms around the definition of the WUAs' status and their role in the O&M of irrigation infrastructure (which currently remains state property).
- (c) On SSTC, ROOTS shall work closely with other IFAD-funded projects and learn from global and regional experiences on rice and horticulture production in the context of climate change. Enhanced cooperation between the Gambian and Senegalese MoAs with respect to seed supply systems and the use of appropriate production and post-harvest technologies will strengthen both countries' capacity to improve productivity, while exchange visits will provide opportunities for learning. Exchange visits shall focus on FOs advocacy and organization, cooperative-based business development, FFS experiences, gender equality and women's empowerment and M&E.

II. Implementation Arrangements

6. *Mid-term review (MTR)*. A MTR shall be carried out mid-way through the implementation phase. It will include a comprehensive assessment of the overall progress with implementation and achievement of ROOTS objectives as laid out in the PIM.

7. *Lead Project Agency (LPA)*. The MoA shall be the LPA and shall be responsible for Project oversight and implementation, and provide inter-ministerial coordination. Through its CPCU, the MoA shall ensure harmonization and alignment among donors. A National Steering Committee (NSC) and technical advisory committees shall be established for Project strategic direction and policy guidance. To ensure timely and effective execution of ROOTS' day-to-day activities, the MoA shall establish a PSU at national level, seconded by five Regional Coordination Units (RCUs).

8. *Project Support Unit*. The PSU shall be in charge of Project-level coordination and oversight.

- (a) The PSU shall include:
 - a Project Director;
 - a Capacity Development and Knowledge Management Officer;
 - a Monitoring and Evaluation Officer;

- a Business Development Officer;
 - a Social Inclusion Officer;
 - a Senior Climate-smart Agriculture Officer;
 - a Climate Change and Natural Resources Management Officer;
 - a Senior Engineer;
 - a Water Resources Officer;
 - a Financial Controller;
 - a Procurement Officer.
 - an Internal Auditor
- (b) Implementing partners. The PSU shall work through implementing partners, which shall include:
- technical units in the MoA or other line ministries;
 - Farmer Organizations (FOs);
 - national and international NGOs;
 - the private sector.

9. *Six Regional Coordination Units.* RCUs shall be established in each of the five regions covered by the Project. A Regional Coordinator post shall be financed to strengthen the Project delivery and to improve synergy and complementarity with other on-going Projects. The RCU will be comprised of four field assistants posts to cover: (i) sustainable rice production (ii) integrated market-oriented vegetable gardens; (iii) FOs capacity development; and (iv) market and value-chains. The Regional Coordinator shall work under the leadership of the MoA's Regional Agriculture Director.

10. *Implementation with Technical support.*

- (a) International Technical Assistance, progressively phasing out after two years, shall be recruited to ensure the smooth implementation of Component 2.
- (b) ROOTS shall partner with the FAO country office to provide technical support for the implementation of some components, including the GEF-financed activities. Through its field presence and knowledge, FAO shall focus its technical assistance on capacity building of FOs, marketing, business planning etc., as well as the capacity building of the decentralised PMU on various tools and instruments for rice and vegetable production.

11. *Accounting reports.* The PSU shall prepare and submit to IFAD the following financial reports generated by the accounting software: (i) quarterly consolidated interim financial reports (IFRs); and (ii) annual consolidated Financial Statements within three months after the end of the fiscal year. The financial reports will include at the minimum the following information: (i) sources and uses of funds by financing source and expenditure category; (ii) incurred expenditures by component and financing source; (iii) actual expenditures vs budgeted expenditures by financing source by component and category; (iv) designated account reconciliations; (v) Statement of Expenditures – Withdrawal Application Statement; and (vi) a fixed asset register.

12. *Auditing.*

- For the PSU of ROOTS, (i) the internal audit unit shall be appropriately staffed with qualified, experienced and trained staff; (ii) the internal auditor will be provided with a comprehensive TOR; and (iii) the internal audit reports will be shared with the PSU for management's response before being finalized and submitted to CPCU and IFAD.
- The National Audit Office of the Gambia will be responsible for an annual financial audit for the Project financial statements in accordance with INTOSAI/ISSAI standards and IFAD guidelines with project audits. The terms of reference for the audit will be prepared by the project and cleared by IFAD

on an annual basis. The auditors shall also prepare a Management Letter giving observations and comments on the internal control systems of the PSU as well as the implementing partners, and providing recommendations for improvements in accounting, records management systems, controls, compliance with financial covenants in the Financing Agreement and compliance with the previous year's auditors' recommendations. The audit report, including the management letter covering the audit observations on internal controls, will be submitted to IFAD within six months of the end of the fiscal year.

13. *Monitoring and Evaluation.* A robust and user-friendly planning, monitoring, evaluation, learning and communication system (PM&E) shall be established in line with the IFAD's ORMS and GRIPS. This system shall include citizen engagement/ Third Party Monitoring (TPM) in order to involve beneficiaries and frontline actors in data collection and validation. Impacts will be evaluated against a baseline study, a mid-term evaluation and an ex post evaluation, which will use key indicators in line with the ORMS. This system shall also feed the GANAD used by other organizations. The PM&E system shall be developed to verify targeting performance and reflect gender and youth perspectives of impact. The Project PM&E organizational set up is aligned with the ROOTS institutional arrangement.

14. *Knowledge management.* The Project shall recruit one Capacity Development and Knowledge Management officer (CD/KM Officer). The CD/KM Officer shall be responsible for the capacity development, knowledge management and communication activities of ROOTS. Based on the needs and activities planned, the CD/KM officer shall develop each year an annual capacity-building plan. This plan will be fully part of the Project annual work plan and budget submitted for approval.

In the first year of ROOTS, a knowledge management framework will be developed with the support of a service provider. For external and internal communication, a Project website will be designed and operationalized and ROOTS will pay particular attention to the communication on cross-cutting themes promoted by the Project, such as social inclusion, gender mainstreaming, youth inclusion and adaptation to climate change.

15. *Project Implementation Manual (PIM).* The Borrower will finalize the development of the Programme Implementation Manual (PIM) for the Fund's consideration and approval. The PIM will provide more details on roles and responsibilities of the Project and implementing parties to ensure full coordination among all partners involved in implementation, financial management and procurement requirements, include bank accounts and audit arrangements, M&E, reporting requirements, and other Government of the Gambia related documents and laws to ensure consistency with both IFAD and the Borrower's norms. The PIM reflects IFAD's no tolerance for Sexual Harassment (SH) / Sexual Exploitation and Abuse (SEA) in the Project.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category. All eligible expenditures belonging to the categories below will be apportioned on an 80:20 pari passu basis between the Loan Financing and the Grant Financing.

Category	Grant Amount Allocated in USD	Loan Amount Allocated in USD	Percentage (inclusive of taxes)
I. Consulting services	4 100 000	550 000	100% net of other donor contributions
II. Goods & Inputs	4 150 000	935 000	100% net of taxes and other donor contributions
III. Works	1 160 000	290 000	100% net of taxes and other donor contributions
IV. Grants & Subsidies	4 010 000	1 390 000	100% net of taxes and other donor and beneficiaries contributions
V. Salaries & allowances	1 900 000	35 000	100% net of other donor contribution
VI. FIPS		700 000	
Unallocated	1 700 000	355 000	
Total	17 020 000	4 255 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- i. Category I. includes expenditures related to National Technical Assistance, International Technical Assistance, Studies and Trainings & Workshops;
- ii. Category II. includes expenditures related to Equipment & Materials and Vehicles;
- iii. Category V. includes expenditures related to Operating Costs

2. Procurement Arrangements. The procurement of goods, works and services under the Project shall be conducted in accordance with the provisions of IFAD's Project Procurement Guidelines and Procurement Handbook as well as with the operational procedures and any other measures identified by IFAD.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan/Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within 3 months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customize accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.
3. Planning, Monitoring and Evaluation. The Borrower/Recipient shall ensure that: a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
4. Land tenure security. The Borrower/Recipient shall ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles.
5. Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP). The Borrower/Recipient shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken:

Environment and Social Safeguards. The Borrower/Recipient shall ensure that: (a) all Project activities are implemented in strict conformity with the Borrower/Recipient's relevant laws/regulations; (b) all Project activities give special consideration to the participation and practices of ethnic minority population in compliance with IFAD's Policy on Indigenous Peoples (2009), as appropriate; (c) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Project. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Project, the Borrower/Recipient shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning documents; (d) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Project; (e) recourse to child labour is not made under the Project; (f) the measures included in the Gender Action Plan prepared for the Project are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner; and (g) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Project are duly taken.

6. Anticorruption Measures. The Borrower/Recipient shall comply with IFAD's Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations. All Project staff shall be trained on IFAD's anticorruption policies and prove of such training shall be provided to IFAD. As soon as cofinancing from other donors materializes, additional anticorruption measures may be agreed to between the Parties.

7. Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse. The Borrower/Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

8. Use of Project Vehicles and Other Equipment. The Borrower/Recipient shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured under the Project are allocated to the Project and other Implementing Agencies;
- (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
- (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

Logical framework

Results hierarchy	Indicators ³				Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach								
	1. Estimated corresponding total number of households members – C.I. 1.b ⁴	0	270,000	360,000	Progress report	Baseline, Mid-term	Completion PSU	Stable political and macro-economic environment. No major natural disaster affects the Project Area
	2. Corresponding number of households reached – C.I. 1.a	0	30,000	40,000				
	3. Persons receiving services promoted or supported by the project (out of which 10% will be people with disabilities) – C.I. 1	0	30,000	40,000				
Goal								
To improve food security, nutrition and smallholder farmers' resilience to climate change in The Gambia	4. Percentage of targeted households with improved food security	0	25	50	Survey	Baseline, Mid-term, Completion	GoTG, IFAD	Stable political and macro-economic environment. No major natural disaster affects the Project Area
	5. Number of people with greater resilience including people with Disabilities ⁵	0	20,000	40,000	Survey	Baseline, Mid-term, Completion	GoTG, IFAD	
Project development objective								
To increase agricultural productivity and access to markets for enhanced food security, nutrition and resilience of family farms and farmers organizations	6. Households reporting an improved access to markets and a 30% income increase (percentage)	0	25	50	Survey	Baseline, Mid-term,	Completion PSU	Stable political and macro-economic environment. No major natural disaster affects the Project Area
	7. Yields ⁶ (kg/ha)	1,600 (rice, non-SRI, tidal) 9,600 (tomatoes) 14,400 (onions)	3,600 (rice, non-SRI, tidal) 12,600 (tomatoes) 19,800 (onions)	3,600 (rice, non-SRI, tidal) 12,600 (tomatoes) 19,800 (onions)	Progress reports	Periodic. Annual	PSU	No major natural disaster affects the Project Area
	% of ROOTS supported beneficiaries (smallholder farmers, processors and	NA	40% women 10% men 5 %	80% women 20% men 10 % disabled	Progress reports	Periodic. Annual	PSU	No major natural disaster affects the Project Area and women, men, youth and disabled people

³ To be disaggregated by gender and youth for all "people related" indicators.

⁴ Target 80 % for women and 25 % for youth

⁵ Target 80 % for women and 25 % for youth

⁶ For the results framework, only tidal (non-SRI) rice, tomatoes and onions (dry season) are used. The M&E system will track all other PDO-level yield indicators (rainfed lowland rice, SRI rice in tidal systems, cabbage, chili pepper etc.) as described in the M&E manual.

Results hierarchy	Indicators ³				Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
	marketers) that have increased their real agricultural income ⁷ (by average 25%) (% men, %		disabled 15 %youth NA	25 %youth				willing to participate to the project
	% women reporting improved quality of diets (Minimum Dietary Diversity for Women,)	NA	25%	50%	Progress reports	Periodic, Annual	PSU	No major natural disaster affects the Project Area and women willing to participate to the project
	% Reduction in the prevalence of child malnutrition (stunting, wasting, underweight)		Stunting 5% Wasting 10% Underweight 15%	Stunting 10% Wasting 20% Underweight 30%	Baseline, SM reports Impact Survey, PCR	Periodic, Annual	PSU	Availability of complementary health services. External shocks such as natural disasters do not have a negative impact on nutrition status and project inputs
Outcome 1: Environmentally sustainable, climate-resilient and nutrition sensitive technologies and practices are adopted by beneficiaries	8. Number of persons/households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices - C.I.1.2.2	0	10,000	30,000	Progress reports	Annual	PSU	No major natural disaster affects the Project Area
Output 1.1 : Natural resources are sustainably managed for rice and vegetable production	9. Number of hectares of farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated (by type) – C.I.1.1.2	0	3,000	5,900	Progress reports	Bi-annual	PSU	Suitable construction companies available Timely procurement
	10. Number of upgraded women-led vegetable gardens (consolidated and new)	0	20 15 (new)	40 30 (new)	Progress reports	Bi-annual	PSU	Sufficient gardens meeting upgrading criteria Interested groups manage to secure their contribution
Output 1.2: Access to agricultural services is improved	11. Number of persons trained in production practices and/or technologies (disaggregated by % gender and % youth) – C.I. 1.1.4	0	14,830 (40% women ; 15% youth)	23,050(80% women; 25%)	Progress reports	Bi-annual	PSU	Existing capacity to deliver FFS
	12. Number of rural producers accessing production inputs – C.I. 1.1.3	0	6,000	10,000	Progress reports	Bi-annual	PSU	Availability of inputs
	13. Number of jobs created (100% youth-led agricultural service businesses) – C.I. 2.2.1 along the targeted VCs–	0	200	480	Review Committee reports	Annual	PSU/BDO	Interested youth manage to secure their equity contribution Quality business plans are prepared
	14. Number of jobs created (100% women-led agricultural service businesses) along the targeted VCs – C.I. 2.2.2		600	900	Review Committee reports	annual	PSU/BDO	Interested women and women groups manage to secure their equity contribution Quality business plans are prepared
Outcome 2 : Inclusive commercial partnerships between Fos and buyers (through the public-private producers' partnerships/4Ps) are established	14. Number of farmers' organizations engaged in formal partnerships or agribusiness agreements with public or private entities – (disaggregated by youth and gender led FOs)C.I. 2.2.3	0	40 (30 women led FOs 10% youth led FOs)	60 (30 women led FOs 10% youth led FOs)	Progress reports	Bi-annual	PSU/BDO	Well-functioning AVIPs and effective collaboration with NACOFAG

⁷ Including monetized value of household consumption.

Results hierarchy	Indicators ³				Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
Output 2.1: women- and youth-based Fos are equipped with the knowledge and bargaining power to enter into inclusive and sustainable 4Ps	15. Number of effective agricultural value chain interaction platforms (AVIPs)	0	6 (rice) 6 (vegetables)	6 (rice) 6 (vegetables)	Progress reports	Bi-annual	PSU, WARF	Interest of value-chains stakeholders to join VC platforms
	16. Number of market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated – C.I. 2.1.	0	2	4	Progress reports	Bi-annual	PSU, NACOFAG	Suitable construction companies available Timely procurement
Output 2.2: Viable and sustainable 4P business plans are designed and financed.	17. Number of SMEs engaged in 4Ps	0	10	20	Review Committee reports	Annual	PSU/BDO	Interested businesses manage to secure their contribution 4P partnerships effectively established
Output 3.2	18. number of agricultural policy reforms and investment plan	0	2	4	Progress reports	Annual	PSU/BDO	Strong leadership by the government and willingness by donors to participate